



Direction des opérations et du pilotage de la
transformation opérationnelle (DOT)

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

N°20255193

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

**MISE A DISPOSITION D'UNE PLATEFORME DE GESTION DE
SEMINAIRES, FORMATIONS ET PRESTATIONS ASSOCIEES**

SOMMAIRE

Article 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre.....	4
1.1 – Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 – Forme et nature de l'accord-cadre	4
1.3 – Durée de l'accord-cadre.....	4
1.4 – Modalités de suivi de l'accord-cadre	4
1.5 – Réalisation de prestation similaire.....	5
Article 2 – Pièces contractuelles.....	5
Article 3 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
Article 4 – Protection des données à caractère personnel	6
Article 5 – Conditions d'exécution des prestations.....	6
5.1 – Obligations générales du Titulaire	6
5.1.1 – Obligations générales du Titulaire.....	6
5.1.2 – Obligations de l'Acheteur	7
5.1.3 – Confidentialité.....	7
5.1.4 – Obligation de conseil et de mise en garde	8
5.1.5 – Conflit d'intérêt.....	8
5.1.6 – Force majeure	9
5.1.7 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre	9
5.1.8 – Travail clandestin.....	9
5.1.9 – Restitutions des données	10
5.1.10 – Disponibilité et compétences des intervenants	10
5.1.11 – Clause de réexamen	10
5.2 – Obligations spécifique du Titulaire relatives à la plateforme SaaS	10
5.2.1 - Paramétrage personnalisé de la Solution et Documentation	10
5.2.2 - Hébergement de la Solution	11
5.2.3 - Conditions de sauvegarde des Données	11
5.2.4 - Accès à la Solution.....	11
5.2.5 - Disponibilité de la Solution	12
5.2.6 - Support technique	12
5.2.7 - Poursuite du Service	12
5.2.8 - Niveaux de service	13
5.2.9 - Audit.....	14
5.2.10 - Sécurité informatique	14
5.2.11 - Recette – Vérification de service régulier de la Plateforme.....	16
5.2.12 - Pénalités complémentaires à l'article 9	17
Article 6 – Prix	18
6.1 – Caractéristiques des prix de l'accord-cadre	18
6.2 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre.....	18
Article 7 – Modalités de règlement des comptes	19
7.1 – Avance.....	19
7.2 – Garanties Financières.....	19
7.3 – Acomptes et paiement partiels définitifs.....	19
7.4 – Présentation des demandes de paiement	19
7.5 – Délai global de paiement	20
7.6 – Paiement des cotraitants	20
7.7 – Paiement des sous-traitants	21
Article 8 – Constatation de l'exécution des prestations.....	21
8.1 – Vérifications	21

Accord-cadre n° 20255193

8.2 - Décision après vérification	21
Article 9 – Pénalités	22
9.1 – Conditions générales d’application des pénalités.....	22
9.2 – Pénalités de retard des prestations	22
9.3 – Pénalités pour non-respect des clauses des CCTP	22
9.4 – Pénalité pour non-respect de la législation du travail	22
9.5 – Pénalités pour non-respect des obligations environnementales.....	23
Article 10 – Droit de propriété intellectuelle	23
10.1 - Propriété des éléments de l’Acheteur	23
10.2 - Propriété des résultats et livrables	23
Article 11 – Responsabilités et Assurances	24
11.1 – Responsabilité contractuelle du Titulaire	24
11.2 – Assurances	24
Article 12 – Résiliation de l’Accord-cadre	25
12.1 – Conditions de résiliation de l'Accord-cadre	25
12.2 – Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire	25
Article 13 – Règlement des litiges et langues.....	26
Article 14 – Clauses complémentaires	26
14.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT.....	26
14.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l’Acheteur	26
14.3 – Information du Titulaire s’agissant de la lutte contre la corruption	26
14.4 – Régularité administrative du Titulaire.....	26
14.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales.....	27
Article 15 – Dérogations au CCAG – Fournitures courantes et services.....	28

Article 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre

1.1 – Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent un Accord cadre pour la mise à disposition d'une **plateforme de gestion de séminaires, formations et prestations associées, accessible en mode Saas**.

Les prestations attendues sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : France Métropolitaine, DOM et exceptionnellement à l'étranger.

1.2 – Forme et nature de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire, il s'exécute par le biais de bon de commande émis au fur et à mesure des besoins. Il est **traité à prix unitaires**, par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Il est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 12 000 000 € HT.

Ce montant porte sur la durée totale de l'accord-cadre, toutes reconductions comprises.

Le Titulaire de l'accord-cadre sera consulté, à la survenance du besoin, pour la réalisation des missions.

L'Acheteur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des prestations exceptionnelles, de par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre, pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre.

1.3 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'**un an à compter du 11 janvier 2026**.

Si la date de notification est postérieure au 11 janvier 2026, l'accord-cadre débutera à sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être **reconduit tacitement 3 fois** pour une nouvelle durée d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder **4 ans**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Acheteur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

1.4 – Modalités de suivi de l'accord-cadre

Le Titulaire précisera les coordonnées d'un interlocuteur unique et de son remplaçant ou d'une boîte mail générique, pour assurer l'interface du Titulaire avec l'Acheteur, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières. Responsable du suivi global de la procédure, cet interlocuteur sera aussi le point de contact du Département des achats.

En cas de remplacement, la société notifie immédiatement à l'Acheteur les coordonnées du nouvel interlocuteur et prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

Le suivi de l'accord-cadre sera réalisé par le Pôle Pilotage, performance et contrôle des achats du Département des achats et par le responsable des contrats transversaux de la Direction de l'immobilier et de l'environnement de travail.

1.5 – Réalisation de prestation similaire

L'Acheteur pourra confier au Titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

Article 2 – Pièces contractuelles

En concluant l'accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

Les pièces de l'Accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- **L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière le bordereau des prix unitaires (BPU).**
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont :**
 - L'annexe relative à l'utilisation de la plateforme de facturation pour la CDC ;
 - L'annexe relative aux Exigences en matière d'accessibilité numérique – Cahier des charges et RGAA ;
 - L'annexe relative à l'attestation sur l'honneur à fournir par la personne morale qui s'engage pour son compte et celui des intervenants qu'ils ne sont pas de situation de conflits d'intérêts.
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;**
- **Le « questionnaire SaaS SSI C1/C2 » ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;**
- **Le cadre de réponse technique (CRT) du Titulaire ;**
- **Les bons de commande, le cas échéant.**

Article 3 - Conditions d'attribution des bons de commande

L'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'acheteur. Ce dernier émet les bons de commande en fonction de ses besoins.

Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la durée et/ou les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande, par référence aux prix figurant dans le bordereau des prix du présent Accord-cadre ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sauf décision contraire de l'Acheteur, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de début de la prestation qui sera précisée dans ledit bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par l'Acheteur peuvent être honorés par le Titulaire.

L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Article 4 – Protection des données à caractère personnel

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel (Les « Données Personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire détermine seule les finalités et moyens des traitements de Données Personnelles qu'il effectue dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, notamment s'agissant de la mise à disposition de la Plateforme et à ce titre agit en tant que responsable de traitement. Par conséquent, le Titulaire fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable, et en particulier :

- (i) de l'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement si nécessaire et de la gestion de leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition et à l'effacement de leurs Données Personnelles, à la limitation du traitement ainsi qu'au droit de décider du sort de leurs Données Personnelles après leur mort ;
- (ii) de la sécurité des Données Personnelles notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard des caractéristiques du traitement, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données Personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, aux Données Personnelles, et pour en assurer l'Intégrité, la disponibilité, l'authenticité et la confidentialité.

Le Titulaire s'engage à ne traiter les Données Personnelles que pour les besoins stricts de l'exécution de l'Accord-cadre, ou pour toute autre finalité ultérieure qui serait compatible avec les finalités initiales de traitement de ces Données Personnelles, au regard de l'Accord.

Article 5 – Conditions d'exécution des prestations

5.1 – Obligations générales du Titulaire

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et aux règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

5.1.1 – Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du présent accord-cadre. Sauf stipulation contraire de l'Accord-cadre, le Titulaire est tenu d'une **obligation de résultat pour ses objectifs quantifiables et une obligation de moyens renforcés** quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Ces intervenants demeurent néanmoins **sous l'autorité hiérarchique du Titulaire**, qui est seul habilité à donner des instructions à ses collaborateurs et, le cas échéant, à les sanctionner. Les prestataires exécutent leurs missions dans des conditions exclusives de tout lien de subordination vis-à-vis de l'Acheteur.

Par ailleurs, les intervenants du Titulaire s'engagent à participer, sur invitation de l'Acheteur, à toutes les réunions de travail relatives à l'exécution des prestations de l'Accord-cadre.

5.1.2 – Obligations de l'Acheteur

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre de l'accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

5.1.3 – Confidentialité

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment l'Acheteur, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution de l'accord-cadre.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ◆ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance au cours de l'accord-cadre. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Il est toutefois autorisé à en conserver une copie unique, à titre d'archive, et uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires ; cette copie doit être conservée dans des conditions strictes de confidentialité ;
- ◆ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- ◆ le Titulaire prend tous les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'accord-cadre. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- ◆ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans le présent accord-cadre, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et s'engage à ce titre à conclure avec les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

5.1.4 – Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informe régulièrement le représentant de l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations, a minima et le cas échéant dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'Accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par celui-ci afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent Accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

5.1.5 – Conflit d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt.

Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

5.1.6 – Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre, cette stipulation étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part de l'Acheteur au Titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaire.

5.1.7 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants selon les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour l'exécution de parties de l'Accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Il est précisé que la sous-traitance au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable, concernant les traitements de données personnelles est régie par l'article 4 « Protection des données à caractère personnel ».

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'Accord-cadre.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'Accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'Accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des documents contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'Accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre « **Prestations de mise à disposition d'une plateforme de gestion de séminaires, formation et prestations associées** ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives l'accord-cadre sont rédigées en français. »*

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4 spécifique à la CDC) selon les dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS.

5.1.8 – Travail clandestin

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

5.1.9 – Restitutions des données

Le Titulaire s'engage à l'issue de l'accord-cadre, à restituer les données et tout élément ayant servi à l'élaboration des livrables à l'Acheteur, à ne conserver aucune donnée relative au présent accord-cadre, sauf accord préalable de l'Acheteur et à l'exception des besoins d'archivage légal et réglementaire. La demande de conservation de données issues de l'accord-cadre formulée par le Titulaire à l'Acheteur, devra être justifiée et devra préciser la nature des données concernées.

5.1.10 – Disponibilité et compétences des intervenants

Le Titulaire affecte à l'exécution de l'accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci.

Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique pour chacun des aspects liés à l'exécution des marchés (administratif, technique et commercial).

Le Titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant toute la durée des prestations. Il s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail de ce dernier.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente d'un interlocuteur (conseiller expert) ou d'un membre de l'équipe dédiée, le Titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant à l'Acheteur concerné sous un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de ladite indisponibilité. Dans le cas où ce profil ne satisfait pas le niveau de compétence et de disponibilité requis, l'Acheteur se réserve la possibilité de récuser l'intervenant et de demander à nouveau au Titulaire la présentation d'un nouveau profil, dans un délai de dix (10) jours ouvrés.

Plus généralement, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des Livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Cet engagement du Titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté. Aussi, le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

5.1.11 – Clause de réexamen

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le Groupe CDC pourra intégrer ses filiales, afin d'étendre la mutualisation des achats.

Cet intégration, acté par avenant, pourra entraîner une augmentation du montant maximum de l'accord-cadre.

5.2 – Obligations spécifique du Titulaire relatives à la plateforme SaaS

5.2.1 - Paramétrage personnalisé de la Solution et Documentation

Le Titulaire assurera le paramétrage de la Solution en collaboration avec l'Acheteur pendant la mise en place de la prestation.

La Documentation décrivant la Solution dans le détail est remise dans son offre par le Titulaire à l'Acheteur. Dans le cadre de l'exécution des prestations, elle est personnalisée à la Solution fournie à l'Acheteur et intègre les paramétrages réalisés. Cette Documentation doit permettre à l'Acheteur d'utiliser la Solution et d'accéder à la Solution dans les meilleures conditions.

5.2.2 - Hébergement de la Solution

Le Titulaire s'engage à héberger les données nécessaires à l'exécution de la Solution, notamment en mettant à disposition une infrastructure d'hébergement correspondant aux exigences de qualité et de sécurité tels que définis dans le présent C.C.A.P, notamment au Plan d'Assurance Sécurité, et dans le C.C.T.P.

Le Titulaire s'engage à adapter en permanence la capacité de stockage en prenant notamment en compte le volume des Données hébergées, l'évolution prévisible de celles-ci, la périodicité et le volume des Données mises en ligne.

Le centre d'hébergement (les serveurs) du Titulaire doit être localisé dans l'Espace Economique Européen (EEE). Cette exigence de localisation dans l'EEE concerne à la fois le stockage, les sauvegardes et l'archivage des données de l'Acheteur. L'Acheteur doit être informé de tout changement d'hébergeur entraînant un changement de localisation du centre d'hébergement, y compris au sein de l'EEE. Un changement du centre d'hébergement hors de l'EEE doit faire l'objet d'un accord préalable de l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à isoler son activité d'hébergement pour le compte de l'Acheteur, de toutes ses autres activités, au moyen d'un dispositif de séparation logique offrant des garanties de sécurité. Il s'engage à cloisonner les données de l'Acheteur de celles provenant de tiers.

Dans l'hypothèse où le Titulaire déciderait de changer l'un ou l'autre des équipements (serveurs, baies de stockage, disques...) du centre d'hébergement, il ferait son affaire personnelle des coûts éventuels induits, et garantit une continuité de services et de disponibilité des accès aux données.

La gestion des réseaux, les sauvegardes, les Données et la gestion des autorisations d'accès logique et physique notamment devront faire l'objet d'un soin attentif de la part du Titulaire et d'une très forte réactivité de sa part, ainsi que de la mise en œuvre des éléments de traçabilité nécessaires.

5.2.3 - Conditions de sauvegarde des Données

Le Titulaire s'engage à communiquer à la demande de l'Acheteur ses plans de stockage et de sauvegarde en vigueur, prévoyant les modalités de stockage et de restauration ainsi que la fréquence des sauvegardes qui seront appliquées aux Données de l'Acheteur et de ses Utilisateurs.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tout moyen permettant d'assurer la sauvegarde des Données de l'Acheteur, en particulier à effectuer des copies de sauvegarde ou de secours dans des lieux différents et à procéder à des tests de restauration périodiques *a minima* annuels.

Il est précisé que les sauvegardes effectuées par le Titulaire le seront sans aucun risque, notamment en termes de disponibilité de la Solution. Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum les risques de détérioration ou perte de Données.

En cas de détérioration ou de perte de Données imputables au Titulaire, ce dernier s'engage à procéder immédiatement et à ses frais à la restauration des Données sauvegardées.

5.2.4 - Accès à la Solution

La Solution est accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, par le biais d'une connexion à distance grâce à une adresse de connexion (URL), un identifiant de connexion (login) et un mot de passe (ci-après Identifiants de connexion).

Les Identifiants de connexion sont strictement personnels et confidentiels. La Solution doit permettre une authentification des utilisateurs par la mise en place d'une politique de gestion de mots de passe conforme aux recommandations de la CNIL, cette authentification doit se faire par des comptes nominatifs. Le Titulaire et les Utilisateurs s'engagent à ne pas divulguer à autrui leurs Identifiants de connexion et sont seuls responsables de la préservation de leur confidentialité et, par conséquent, des conséquences d'une divulgation involontaire à quiconque. L'Acheteur est responsable de la gestion des habilitations des Utilisateurs et des moyens informatiques permettant l'accès à la Solution.

A la demande de l'Acheteur, le Titulaire s'engage à mettre en place un système d'authentification forte, ainsi qu'une solution sécurisée de changement de mot de passe en cas de perte de celui-ci par l'Utilisateur, sans surcoût supplémentaire pour l'Acheteur.

Conformément au CCTP, le Titulaire doit assurer qu'il fournit une Solution pleinement exploitables avec les navigateurs Internet courants, y compris les montées de version de ces logiciels sur la durée de l'accord-cadre.

5.2.5 - Disponibilité de la Solution

Le délai de Livraison et de mise à disposition de la Solution est d'un mois maximum (hors mois d'août) après la notification de l'accord-cadre.

La disponibilité s'entend de l'accessibilité complète depuis le réseau de l'Acheteur à la Solution (à savoir, à l'interface d'accueil de la Solution, à toutes ses fonctionnalités, ainsi qu'aux données qu'elle doit produire et/ou conserver aux termes de l'accord-cadre).

Le Titulaire reconnaît que la disponibilité de la Solution est une condition substantielle de la signature de l'accord-cadre par l'Acheteur et s'engage en conséquence à assurer un taux de disponibilité de la Solution de 99 % à l'exception des périodes de maintenance prévues dont l'Acheteur sera informé moyennant un préavis raisonnable.

A cet effet, le Titulaire s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens, notamment humains, afin d'assurer une réactivité maximale en cas de problème entraînant ou susceptible d'entraîner un incident en termes de disponibilité de la Solution.

5.2.6 - Support technique

Le Titulaire met à la disposition de l'Acheteur un service de support technique accessible en ligne ou par téléphone, pendant les Heures ouvrées. Ce support technique a pour objet de fournir à l'Acheteur une assistance à l'utilisation de la Solution.

5.2.7 - Poursuite du Service

A. Modalités de continuité du Service

Le Titulaire devra assurer la disponibilité du Service y compris en cas de sinistres « bâtiments » (crue, incendie...) ou les sinistres affectant le personnel et les équipements sur le site en charge de la prestation (pandémie, mouvement social...).

Le Titulaire doit préciser les modalités mises en place pour garantir une continuité d'exploitation ou de services sur son site ou sur un site extérieur.

Le Titulaire doit présenter les garanties minimums qui suivent :

1. Le Titulaire dispose soit d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA) soit d'un Plan d'Urgence et de Poursuite des Activités (PUPA) tel que défini dans l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou du décret n° 2020-94 du 5 février 2020 relatif au contrôle interne et externe de la Caisse des dépôts et consignations.
2. Le Titulaire dispose d'un site de back-up pour assurer la continuité de son activité. Ce back-up peut être organisé par ses propres moyens (par exemple, existence d'un deuxième site à une distance suffisamment éloignée).
3. Le Titulaire dispose d'un Plan de Sauvegarde Informatique (PSI) ou d'un système de sauvegarde informatique permettant que conserver les Données à archiver au titre de la prestation. Dans le cas où le Titulaire ne serait pas doté d'un PSI, la procédure de sauvegarde informatique doit préciser :
 - a. La fréquence des sauvegardes ;
 - b. S'il s'agit de sauvegardes internes ou externes ;
 - c. Le lieu de conservation des sauvegardes.

Par ailleurs, il mettra en œuvre des mécanismes afin de gérer la gestion des coupures électriques ou de toute autre anomalie de ce type. Par ailleurs, il mettra en œuvre des mécanismes afin de gérer la gestion des coupures électriques ou de toute autre anomalie de ce type.

Les vérifications préalables (techniques, humaines et matérielles) à la reprise des traitements sur le site du Titulaire sont de la responsabilité de ce dernier. Une formalisation de ces vérifications devra être communiquée à l'Acheteur.

Le Titulaire devra préciser de façon obligatoire les points relatifs à la continuité de l'activité dans le cadre de sa réponse. Le Titulaire transmettra à l'Acheteur toute modification de son PCA ou du PUPA au cours de la prestation.

Des exercices annuels de déploiement du PCA ou du PUPA seront menés avec le Titulaire, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, dans des conditions qui seront précisées en accord avec l'Acheteur.

B. Modalités de gestion de crise

Dès la signature de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à communiquer à l'Acheteur les coordonnées d'un contact en sécurité des systèmes d'information et d'un responsable du compte disponible pour répondre en cas de crise, notamment en cas de survenance d'un Dysfonctionnement.

Lorsqu'un Dysfonctionnement intervient sur un processus de tout ou partie de la Solution, le Titulaire s'engage à :

- apporter sa contribution à la gestion de crise dans le cadre d'une cellule pilotée par l'Acheteur sans délai, même si la Solution n'est pas directement concernée par le Dysfonctionnement dès lors qu'il se trouve être en adhérence avec le Dysfonctionnement objet de la gestion de crise ;
- impliquer l'Acheteur à la gestion de crise dans le cadre d'une cellule pilotée par le Titulaire en cas de dysfonctionnement impactant directement la Solution ;
- appliquer les actions décidées par la cellule de crise pilotée par l'Acheteur dans les délais fixés conjointement.

5.2.8 - Niveaux de service

A. Principes généraux

Dans le cadre de la fourniture de la Solution et afin de maintenir la qualité et la continuité de la Solution, le Titulaire s'engage, sur la base d'une obligation de résultat, à respecter les engagements de niveaux de service (qualité et délais) décrits ci-dessous dans le cadre de l'hébergement et de l'exploitation de la Solution et ceci avec tout le soin et toute la diligence que l'Acheteur est en droit d'attendre d'un professionnel des services accessibles par voie électronique.

Le Titulaire s'engage à alerter l'Acheteur sur tout événement, choix ou mesure perturbant la qualité et/ou la continuité du Service. Il s'engage de même à informer l'Acheteur dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité de la Solution et à rétablir le Service conformément aux engagements de niveaux de service définis aux présentes et des engagements définis dans son offre.

Les engagements en termes de réactivité du Titulaire et de disponibilité de la Solution sont définis ci-après.

Le non-respect de ces niveaux de service entraîne l'application des pénalités prévues à l'article « Pénalités », sans préjudice du droit pour l'Acheteur de résilier de plein droit l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article « Résiliation de l'accord-cadre ».

B. Modalités de prise en compte des Dysfonctionnements

En cas de Dysfonctionnement (partiel ou total) de la Solution, y compris, en cas d'indisponibilité et de perte de données/perte d'intégrité de Données, les modalités suivantes sont appliquées :

- Le Titulaire alerte l'Acheteur du Dysfonctionnement de la Solution par tous moyens convenus entre les Parties (immédiatement après sa découverte). Le cas échéant, en l'absence d'alerte par le Prestataire, l'Acheteur alerte le Titulaire du Dysfonctionnement de la Solution par tous moyens convenus entre les Parties.
- L'émission de l'information du Dysfonctionnement d'une des Parties à l'autre Partie (ci-après **Notification**) fait courir les délais de prise en compte du Dysfonctionnement, de fourniture d'une solution de contournement du Dysfonctionnement le cas échéant, et de fourniture d'une correction définitive du Dysfonctionnement, par le Titulaire.
- Le délai de prise en compte du Dysfonctionnement par le Titulaire ne devra excéder à compter de la Notification :
 - 1 heure ouvrée en cas de Dysfonctionnement Bloquant.
 - 1 heure ouvrée en cas de Dysfonctionnement Majeur.
 - 1 heure ouvrée en cas de Dysfonctionnement Mineur.

- Cette prise en compte prend la forme d'un courriel du Titulaire confirmant la réception de l'alerte si la Notification vient de l'Acheteur et les motifs supposés du Dysfonctionnement, ainsi que le temps de correction provisoire et/ou définitive estimé. En cas de Dysfonctionnement Bloquant, et à défaut de mise en œuvre d'une correction définitive dans le délai visé ci-dessous, le Titulaire s'engage à mettre en place, dans les plus brefs délais suivant la Notification, et en tout état de cause dans un délai maximal de **4** heures ouvrées à compter de la Notification, une « solution de contournement » permettant le rétablissement du Service et la reprise de l'activité de l'Acheteur, même de manière dégradée.
- Le Titulaire s'engage à mettre en place une « correction définitive » dans un délai maximal de résolution à compter de la Notification du Dysfonctionnement de :
 - 8 heures ouvrées en cas de Dysfonctionnement Bloquant
 - 8 heures ouvrées en cas de Dysfonctionnement Majeur
 - 24 heures ouvrées en cas de Dysfonctionnement Mineur.
- La mise en œuvre de la correction définitive doit permettre la reprise normale de l'activité du Titulaire sur la Solution, conformément aux spécifications contractuelles.
- Les causes précises des Dysfonctionnements ainsi que les actions mises en œuvre pour les résoudre devront être communiquées à l'Acheteur dès clôture de l'incident. Seul l'Acheteur est habilité à clôturer un incident suite à la déclaration par le Titulaire de la résolution du problème.

5.2.9 - Audit

Outre les audits au titre du *Règlement européen sur la protection des données*, les Parties conviennent que l'Acheteur, après en avoir avisé le Titulaire par écrit avec un préavis minimum de quinze (15) jours ouvrés (sauf en cas d'intervention urgente faisant suite à un Incident de sécurité), pourra faire procéder, à ses frais, à des audits, notamment de sécurité. Ces audits pourront être effectués, soit par une structure d'audit interne au Groupe Caisse des Dépôts soumise à l'obligation de confidentialité mentionnée *supra*, soit par un cabinet extérieur au Groupe Caisse des Dépôts, tenu à une obligation de confidentialité, et qui ne pourra alors être un concurrent direct du Titulaire.

Il est expressément convenu que le Titulaire aura la faculté de refuser de façon motivée un nom de société extérieure proposé par l'Acheteur pour la raison ci-dessus évoquée. Si l'Acheteur estime suffisamment motivé le refus du Titulaire, il lui propose le nom d'une autre société.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes de l'Acheteur ou avec la société extérieure qu'il aura mandatée à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître un non-respect des obligations du Titulaire visées au présent accord-cadre, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires dans un délai de quinze jours (15) ouvrés à compter de la notification du non-respect des obligations par l'Acheteur au Titulaire, aux frais exclusifs de ce dernier.

Il s'engage également à proposer un plan d'action (correction ou solution de contournement) qui résulterait de toute faille de sécurité constatée lors de ces audits ou en toute autre circonstance, mettant en cause la confidentialité ou l'intégrité des Données de l'Acheteur.

Les Parties conviennent, qu'en tout état de cause la procédure d'audit n'exonère pas le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

L'absence de mesures correctives ou la prise en compte partielle des observations de l'Acheteur entraîne, à la seule discrétion de ce dernier, la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

5.2.10 - Sécurité informatique

A. Infection des livrables par un Programme Malveillant

Le Titulaire s'engage à fournir des Livrables exempts de tout dispositif de Programme Malveillant.

Avant toute livraison de supports, le Titulaire s'engage à procéder à une détection de Programme Malveillant au moyen d'outils de détection et d'éradication intégrant des fonctionnalités reconnues sur l'accord-cadre dans leur dernière version disponible au moment de la livraison.

Si, à l'issue de ce contrôle, il s'avérait que la procédure de détection de Programme Malveillant mise en œuvre par le Titulaire était inopérante, l'Acheteur notifiera par téléphone ou par courrier postal ou électronique au Titulaire qu'un Programme Malveillant a été détecté, et ce dans les plus brefs délais.

En réponse à cette notification, le Titulaire livrera dans les meilleurs délais et à titre gracieux, des supports de remplacement, exempts de Programme Malveillant.

B. Infection du système d'information par un Programme Malveillant

En cas d'introduction d'un Programme Malveillant dans le système d'information de l'Acheteur, le Titulaire et l'Acheteur conviennent de collaborer afin d'en déterminer l'origine d'un commun accord et d'en éradiquer les conséquences.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au seul Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au Titulaire, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

C. Modalités de traitement des Incidents de Sécurité

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur, dans un délai de 72 heures à compter de sa survenance tout Incident de Sécurité impactant la Solution et affectant les systèmes d'information de l'Acheteur comme du Titulaire, mis en œuvre dans le cadre de l'accord-cadre, notamment les cas d'indisponibilité du Service, les infections par des programme malveillants, l'accès et les modifications non autorisées, l'exploitation avérée ou supposée de vulnérabilités de sécurité. Le Titulaire documente tout Incident de Sécurité, en indiquant les faits concernant l'Incident de Sécurité, les types de Données concernées, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le Titulaire s'engage à communiquer les informations dont il dispose dès qu'il a connaissance d'un Incident de Sécurité et les complète au fur et à mesure de son analyse de l'Incident de Sécurité. Le Titulaire répond aux demandes d'informations complémentaires de l'Acheteur concernant l'Incident de Sécurité dans les meilleurs délais.

Les notifications d'Incident de Sécurité par le Titulaire sont à communiquer simultanément :

- aux contacts de l'Acheteur en charge de la relation contractuelle ;
- aux contacts métier/MOA de l'Acheteur avec lequel le Titulaire est en relation dans le cadre du Service ;
- au CERT du Groupe Caisse des Dépôts, l'équipe opérationnelle chargée de gérer les Incidents de Sécurité pouvant impacter le groupe, via cert@caissedesdepots.fr.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un processus de traitement des Incidents de Sécurité. Il s'engage à informer l'Acheteur de l'avancement du traitement des Incidents de Sécurité dans le cadre dans le cadre de comités *ad hoc*.

Le Titulaire garantit que ses sous-traitants, préposés ou agents n'exploitent aucunement les vulnérabilités de sécurité, sauf autorisation préalable et écrite de l'Acheteur.

D. Tests d'intrusion et de vulnérabilité

Sans préjudice des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés par le Titulaire sur ses systèmes d'information, le Titulaire s'engage à réaliser, sur demande de l'Acheteur, des tests d'intrusion et de vulnérabilité sur l'environnement de production aux fins d'évaluer la capacité des systèmes d'information de résister à des attaques de sécurité informatique.

Ces tests pourront, *a minima*, être conçus pour :

- répondre aux menaces et garder les systèmes d'information protégés en permanence,
- identifier et gérer les vulnérabilités des systèmes d'information,
- réduire les possibilités de pannes des systèmes d'information,
- améliorer le niveau de conformité des systèmes d'information aux standards et normes applicables.

Le Titulaire communiquera à l'Acheteur le rapport détaillé des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés composé notamment de tous les résultats des tests ainsi que des contre-mesures et recommandations pour sécuriser les systèmes d'information.

Si le rapport des tests d'intrusion et de vulnérabilité révèle des vulnérabilités, celles-ci seront prises en charges et traitées entre les Parties dans les conditions ci-dessous.

E. Modalités de corrections des vulnérabilités

Toute vulnérabilité susceptible de compromettre la sécurité de la Solution ou des Données de l'Acheteur doit être prise en compte dans les meilleurs délais.

Pour toute vulnérabilité impactant la Solution, le Titulaire s'engage à :

- mettre en œuvre un correctif temporaire ou une solution de contournement dans les plus brefs délais sur la base d'échanges réguliers avec les responsables de la sécurité des systèmes d'information de l'Acheteur ;
- mettre en œuvre un correctif définitif dans les meilleurs délais après échanges avec les responsables de la sécurité des systèmes d'information de l'Acheteur.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une solution dans le respect des délais ci-dessous, étant précisé que la criticité des vulnérabilités sera calculée sur la base des critères du *Common Vulnerability Scoring System (CVSS)*, système d'évaluation standardisé de la criticité des vulnérabilités :

CVSS base score v3	Délai maximal d'application d'un correctif temporaire ou d'une solution de contournement	Délai maximal d'application d'un correctif définitif
9.0-10.0	5 (cinq) jours	30 (trente) jours
7-8.9	30 (trente) jours	90 (quatre-vingts dix) jours
4-6.9	Non applicable	180 (cent quatre vingts) jours

Des pénalités pour non-respect des engagements ci-dessus seront appliquées dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

F. Traçabilité

Le Titulaire s'engage à conserver et protéger l'intégrité des journaux d'événements et traces des événements générés par l'utilisation de la Solution par l'Acheteur dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Il s'engage à prendre les mesures nécessaires à l'égard de son personnel, de ses sous-traitants et fournisseurs pour assurer, sous sa responsabilité, la conservation des journaux d'événements et traces pour une durée conforme aux textes et recommandations en vigueur.

Le Titulaire mettra à disposition les traces de connexion et journaux d'évènement à la demande de l'Acheteur de manière continue via une API ou un autre mécanisme dédié à même d'être intégré à un système de gestion des logs de l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur de toute Dysfonctionnement qu'il détectera dans les traces de connexion.

5.2.11 - Recette – Vérification de service régulier de la Plateforme

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS., les opérations de vérification de service régulier s'effectueront dans les conditions suivantes.

La Vérification de Service Régulier (VSR), ci-après « Réception », a pour but de constater que la Plateforme fournie par le Titulaire est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation conformément aux besoins et aux spécifications décrites dans les documents contractuels (notamment le respect des niveaux de service définis et la conformité de la Plateforme à la Documentation) en vue de prononcer la Réception de la Plateforme.

Cette opération de vérification débute à l'issue de la livraison en environnement d'exploitation de la Plateforme et dure quatre (4) semaines.

Durant cette période de VSR, le Titulaire s'engage à corriger tous les Dysfonctionnements qui lui seront signalées par l'Acheteur, dans le respect des niveaux de service exigés.

Le service sera régulier si, notamment :

- les temps de réponse sont conformes aux engagements pris par le Titulaire ;
- aucun Dysfonctionnement imputable au Titulaire n'est constaté. En cas de Dysfonctionnement, le Titulaire devra apporter la preuve qu'aucune de ses prestations n'en est la cause ;
- les interventions sur incidents se sont déroulées conformément aux engagements pris par le Titulaire.

A l'issue de la période de vérification de service régulier, l'Acheteur prononcera la Réception à condition :

- que l'ensemble des Dysfonctionnements Bloquant ou Majeur signalés au Titulaire aient été corrigés ;
- que la Plateforme fonctionne sans apparition de nouveau Dysfonctionnement Bloquant ou Majeur.

A défaut du prononcé de la Réception, l'Acheteur prononcera l'ajournement de la Réception, conformément aux dispositions ci-après.

Lorsque l'Acheteur n'aura pas été en mesure de prononcer la Réception dans les délais prévus, du fait du Titulaire, il sera fait application des dispositions de l'article « Pénalités de retard » afférent, « Retard de mise à disposition de la Plateforme », sans préjudice de l'application de pénalités supplémentaires pour non-respect des niveaux de service si les Dysfonctionnements ne sont pas traités par le Titulaire dans les délais requis.

Lorsque l'Acheteur estime que la Réception ne peut être prononcée en raison de Dysfonctionnement(s), il prononcera l'ajournement de la Réception en transmettant au Titulaire un avis d'ajournement motivé.

L'ajournement de la Réception entraîne la suspension des paiements.

A compter du prononcé de l'avis d'ajournement, et sans préjudice de l'application des dispositions des articles « Respect des niveaux de services », « Pénalités » et « Pénalités complémentaires à l'article 9 », le Titulaire dispose d'un délai maximal de (10) dix jours pour mettre à la disposition du Pouvoir Adjudicateur une version de la Plateforme corrigée des Dysfonctionnements bloquant le processus de Réception.

Dès livraison d'une version de la Plateforme corrigée des Dysfonctionnements Bloquant le prononcé de la Réception, il sera procédé à une nouvelle Vérification de Service Régulier sur une durée définie par l'Acheteur et dont le Titulaire est informé.

A l'issue de cette nouvelle vérification, si l'Acheteur ne peut toujours pas prononcer la Réception de la Plateforme, il sera procédé à un nouvel ajournement dans les conditions du présent article.

Si l'Acheteur ne peut toujours pas prononcer la Réception de la Plateforme à l'issue de la deuxième présentation en Vérification de Service Régulier, l'Acheteur pourra refuser définitivement la Réception de la Plateforme, auquel cas l'Acheteur pourra mettre fin de plein droit par anticipation à l'Accord-cadre, à la date d'envoi de l'avis de refus sans mise en demeure et ce, par dérogation aux dispositions du chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS.

Le refus définitif de prononcer la Réception de la Plateforme entraîne le non-paiement des sommes restant dues au Titulaire au titre de l'Accord-cadre, sans préjudice de l'application de pénalités et de tous dommages et intérêts au profit du Pouvoir Adjudicateur.

L'Acheteur se réserve également la possibilité d'accepter la Plateforme en l'état, sous réserve d'appliquer une réfaction du prix proportionnelle aux imperfections constatées et dont le montant ne peut excéder 50 % du prix forfaitaire de l'Accord-cadre.

La décision d'appliquer une réfaction est prise dans les conditions définies à l'article 30.3 du CCAF-FCS.

La Réception de la Plateforme est matérialisée par la signature d'un procès-verbal de Réception par l'Acheteur.

5.2.12 - Pénalités complémentaires à l'article 9

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

A. Pénalités de retard

En cas de dépassement, par le fait du Titulaire, des délais contractuels, celui-ci encourt, par jour de retard les pénalités suivantes :

- Retard de mise à disposition de la Plateforme : Pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard.

B. Pénalités pour non-respect des niveaux de services

Dans le cas, où le Titulaire ne respecterait pas les **exigences de qualité de service** telles que décrites à l'article « Niveaux de services », l'Acheteur pourra procéder à une retenue de pénalités selon les modalités détaillées ci-après.

Pénalités d'indisponibilité de la Plateforme :

Pénalités pour non-respect des niveaux de service seront appliquées sur les bases suivantes :

- **Délai de prise en compte d'une alerte** : une pénalité de **cinquante (50)** euros par heure de dépassement est appliquée ;
- **Délai maximal de résolution du Dysfonctionnement par la mise en place d'une correction définitive** : une pénalité de **cent (100)** euros par heure de dépassement est appliquée ;

Pénalités pour non-respect des délais de correction des vulnérabilités :

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas les délais de correction des vulnérabilités tels que décrits à l'article « Modalités de corrections des vulnérabilités », une pénalité de **deux cents (200)** euros par jour de dépassement est appliquée.

Article 6 – Prix

6.1 – Caractéristiques des prix de l'accord-cadre

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées à **prix unitaire par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).**

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution de la prestation dans la limite d'un rayon de 200 km entre le lieu d'exécution de la prestation et celui de l'établissement habituel du Titulaire) ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, et la cession des droits de propriétés intellectuelle visée à l'article 10.

Les frais d'hôtel, de transport, de restauration, de location de voiture et de péage sont facturés sur la base des coûts réels engagés. L'acheteur se réserve le droit de demander les justificatifs afin de vérifier l'exactitude des prix indiqués dans le devis.

6.2 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix plafonds sont fermes les deux premières années d'exécution.

Ils sont **révisables une seule fois** à la date d'anniversaire de la 3^{ème} année d'exécution de l'accord-cadre, sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur, par application au prix d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$Cn = 20,00\% + 80,00\% (I_n/I_0)$

dans laquelle I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement.

- Cn est le coefficient de révision
- I₀ est l'index de référence au mois zéro (mois de remise des offres de l'Accord-cadre)
- I_n est l'index de référence correspondant au mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule (date anniversaire de la notification).

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période concernée. Sur demande écrite du titulaire, ils seront communiqués.

L'index de référence I, est l'index SYN Honoraires **SYNTEC** (sociétés assujetties à la TVA) appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
SYN	Tous les prix

Lorsque In n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, l'Acheteur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I.

Le paiement complémentaire, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de In et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois (3) mois après la date à laquelle In est publié.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'Accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

Article 7 – Modalités de règlement des comptes

7.1 – Avance

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 11.1 du CCAG-FCS. Il est spécifié qu'aucune avance ne sera versée.

7.2 – Garanties Financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'Accord-cadre.

7.3 – Acomptes et paiement partiels définitifs

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-FCS., aucun acompte ne sera versé.

7.4 – Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront transmises obligatoirement sous forme électronique, conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution de l'accord-cadre, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;

- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

Pour la CDC, le libellé de facturation doit être le suivant :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

Facturation électronique – Caisse des Dépôts et Consignation seulement :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1er janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provisis lors de l'attribution de l'accord-cadre. Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : assistance-sy@caissedesdepots.fr.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement.

Le mode opératoire « Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements » ainsi que le « Portail SY – Les bonnes pratiques à adopter » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

7.5 – Délai global de paiement

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de **rente (30) jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

7.6 – Paiement des cotraitants

En cas de cotraitance :

- En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de Groupement solidaire, le paiement peut être soit effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du Groupement ou du mandataire, soit réparti entre les membres du Groupement, selon les stipulations prévues à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.7 – Paiement des sous-traitants

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution de prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont les suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'Accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et l'Acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'Acheteur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 8 – Constatation de l'exécution des prestations

8.1 – Vérifications

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-FCS, à la remise de chaque livrable dû au titre du présent Accord-cadre, l'Acheteur procède, dans un délai **de cinq (5) jours ouvrés** à compter de leur livraison, à la vérification du livrable remis.

Dans ce cadre, il vérifie que :

- le livrable remis est complet et conforme aux exigences contractuelles ;
- il présente le niveau de qualité que l'Acheteur est en droit d'attendre au titre de l'Accord-cadre et est conforme aux pratiques et règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

8.2 - Décision après vérification

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS, aucune validation tacite des livrables remis par le Titulaire ne peut intervenir dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre.

Dès lors que i) les Livrables sont conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte le(s) Livrable(s) ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels, l'Acheteur procède à l'admission des prestations. Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels, l'Acheteur informe le Titulaire de l'ajournement de la réception ou du rejet des prestations, en indiquant les motifs de cette décision.

En cas de rejet ou d'ajournement, si les défauts constatés affectent le(s) Livrable(s) remis, le Titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la réception de la décision d'ajournement ou de rejet transmise par l'Acheteur.

En cas de nouveau refus de validation par l'Acheteur, ou en l'absence de correction du Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, l'Acheteur peut :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire ;

- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû, et le cas échéant, résilier l'Accord-cadre de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 29 et suivants du CCAG-FCS, sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Toutes autres stipulations du CCAG-FCS relatives à la constatation de l'exécution des prestations sont applicables dès lors qu'elles n'entrent pas en contradiction avec les stipulations du présent article.

Article 9 – Pénalités

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

9.1 – Conditions générales d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire au cours d'exécution de l'Accord-cadre, hors pénalités appliquées au titre des articles 9.3 à 9.5 du présent CCAP, ne peut pas être supérieur à **50 % du montant cumulé HT des bons de commande émis en exécution des accords-cadres**.

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit de l'Accord-cadre pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 41 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-FCS.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. De même, la non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer ces dernières.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard à raison de leur montant.

9.2 – Pénalités de retard des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le Titulaire encourt, en cas de retard d'exécution d'une prestation, de livraison d'un Livrable ou de correction d'un livrable, et plus généralement à chaque fois qu'un délai contractuel d'exécution est dépassé, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité appliquée ;
- V correspond au prix HT, tel que stipulé dans les Documents Contractuels, de la prestation affectée du retard, ou en exécution de laquelle est dû le Livrable affecté du retard ;
- R correspond au nombre de jours calendaires de retard dans l'exécution de la prestation, la livraison ou la correction du Livrable.

9.3 – Pénalités pour non-respect des clauses des CCTP

En cas de manquement du titulaire à l'une des obligations suivantes :

- La modification de l'équipe en charge du projet sans en informer préalablement l'Acheteur,

une pénalité de **trois cents euros (300 €)** par jour de non-conformité aux clauses du CCTP sera appliquée. Cette pénalité sera effective dès le premier jour de constatation du non-respect desdites clauses.

9.4 – Pénalité pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à **10 %** du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Ces pénalités ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

9.5 – Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de retard dans la communication des éléments demandés à l'article 14.4 du présent CCAP, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est de 100 euros par jour de retard, selon le délai de référence.

Article 10 – Droit de propriété intellectuelle

10.1 - Propriété des éléments de l'Acheteur

Le présent accord-cadre n'emporte aucune cession ou concession, à quelque titre que ce soit des droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, notamment marques, logos et signes distinctifs au profit du titulaire.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations ou encore outils/logiciels/interfaces que l'Acheteur met à la disposition du Titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre sont et restent la propriété exclusive de l'Acheteur.

Le titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents, outils, logiciels, interfaces, qui auront été mis à sa disposition dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence à l'Acheteur et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

10.2 - Propriété des résultats et livrables

Le titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre de l'accord-cadre, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux livrables, qui sont réalisés par le titulaire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- Le droit de reproduction, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des Livrables, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'accord-cadre, et notamment supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, télématiques, électroniques, pellicules, vidéo cassettes, CD-ROM, DVD ;
- Le droit de représentation, en tout ou partie, des Livrables, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'accord-cadre, et tels que notamment câble, satellite, voie hertzienne, réseau de toute nature et notamment réseaux internes ou externes de type Internet, intranets, télévision numérique et/ou interactive ;
- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, les Livrables, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur et notamment, sur supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, télématiques, électroniques, pellicules, ou tout autre support ;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non ;
- le droit de diffuser, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la signature du présent accord-cadre, notamment la diffusion en direct ou en différé par câble ou par satellite, par réseaux de télécommunications internes ou externes ;
- le droit de distribuer, via la mise sur l'accord-cadre à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé ou sur tout support, connu ou inconnu à ce jour, et ce, quelle qu'en soit la destination, pour tout public, sans limitation.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des Livrables, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente cession, le Titulaire ne peut s'opposer à la reprise et l'adaptation des résultats des prestations et Livrables, en cas de résiliation anticipée de l'accord-cadre du fait d'une défaillance du Titulaire, telle que visée au titre de l'article relatif à la résiliation.

La présente cession est effectuée pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle y afférent, quelles que soient les causes de cessation de l'accord-cadre, pour la France entière et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet, pour le monde entier.

Le prix de la cession est inclus dans le prix des prestations objet de l'accord-cadre.

Le Titulaire reste propriétaire de toutes les méthodes, savoir-faire, outils et éléments logiciels qui lui sont propres acquis préalablement à la conclusion de l'Accord-cadre ou indépendamment de celui-ci.

Article 11 – Responsabilités et Assurances

11.1 – Responsabilité contractuelle du Titulaire

Le Titulaire est responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre. Il est seul responsable dans les conditions de droit commun, de tout manquement ou de toute défaillance de son sous-traitant et se porte fort du respect de l'ensemble des obligations par son sous-traitant.

En cas d'impossibilité de son sous-traitant d'assurer le respect des obligations et la continuité du service, le Titulaire s'engage, à ses frais et risques, à assurer par tous moyens la poursuite du service notamment par le recours à un tiers fournissant un service similaire.

Le Titulaire déclare disposer d'une police d'assurance Responsabilité civile professionnelle couvrant tous les dommages immatériels susceptibles d'être causés à l'Acheteur.

D'un commun accord, les Parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des **dommages directs** causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, l'Acheteur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par l'Acheteur au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles telles que visées à l'article 4 du présent document ;
- en cas de manquement à une obligation essentielle de l'Accord Cadre ;
- en cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

Les Parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

11.2 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification de l'Accord-cadre et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'Accord-cadre avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'Accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai **d'un (1) mois**. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Article 12 – Résiliation de l'Accord-cadre

12.1 – Conditions de résiliation de l'Accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 42 du CCAG-F.C.S.

Outre les cas visés à l'article 38 du CCAG-F.C.S, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- a) en cas de décision répétée de rejet prise par l'Acheteur en application des articles 5.2.11 et 8 du présent document ou de rejet définitif d'une prestation suite à deux aller-retours entre les Parties;
- b) en cas d'atteinte des plafonds de pénalités stipulés à l'article 9 du CCAP ;
- c) en cas d'insuffisance de la police d'assurance du Titulaire ;
- d) en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article 14.4 du présent CCAP ;
- e) en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

Dans tous ces cas, sauf cas prévu au d), la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-F.C.S, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'Acheteur, le Titulaire ne perçoit aucune indemnisation, sous réserve des frais et investissements engagés pour exécuter spécifiquement les prestations prévues au présent accord-cadre, sur justificatif dûment fourni par le Titulaire.

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire :

- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire, le temps de la remise en concurrence.

12.2 – Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire de l'Accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'Accord-cadre.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'Accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'Accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'Accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

Article 13 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

Article 14 – Clauses complémentaires

14.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujetti aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT). La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

14.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

14.3 – Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

14.4 – Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre** :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2^o du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

14.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales

La Caisse des dépôts exige que le Titulaire s'engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- **Mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter**
- De manière générale, réduire son impact sur l'environnement (y compris sur le volet biodiversité).

Le Titulaire communique annuellement à la Caisse des Dépôts sur la plateforme PROVIGIS, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière dans le cadre du présent accord-cadre.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
 - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués au plus tard le 30 décembre de chaque année.

Par ailleurs, les engagements spécifiques pris par le Titulaire, lors de la remise de son offre pour l'accord-cadre, sur les aspects environnementaux et sociaux en matière de RSE, devront être réalisés dans l'exécution des missions qui lui seront confiées.

Article 15 – Dérogations au CCAG – Fournitures courantes et services.

- L'article 4 déroge à l'article 5.2 du CCAG-FCS.
- L'article 5.2.11 déroge aux articles 27 à 30 et au chapitre 7 du CCAG-FCS.
- Les articles 5.2.12 et 9 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.
- L'article 7.1 déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS.
- L'article 7.3 déroge à l'article 11.2 du CCAG-FCS.
- L'article 8.1 déroge à l'article 26 du CCAG-FCS.
- L'article 8.2 déroge à l'article 27 du CCAG-FCS.
- L'article 12.1 déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.